N° 104 / Septembre 2016 1,50 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

La production de richesses est trop importante pour la laisser aux mains des capitalistes. Il faut NATIONALISER Caterpillar !

Les patrons et leur gouvernement à l'attaque… Organisons notre défense !

Le gouvernement continue à appliquer ses réformes. Mais cela, il nous l'avait annoncé dès sa déclaration gouvernementale. Une mesure annoncée donnait déjà le ton : réduction des cotisations patronales d'ici à la fin de la législature. C'est clair, le gouvernement est du côté des patrons, tout autant que son prédécesseur. Il est cependant plus brutal et s'attaque frontalement à nos acquis, « l'Etat de bien-être social », qui existe de moins en moins. Ce gouvernement profite des attaques terroristes pour avancer avec des lois qui diminuent nos libertés démocratiques et il utilise un discours raciste pour nous diviser. Pourtant, la menace du terrorisme individuel est impossible à enrayer sans d'abord arrêter cette politique guerrière au Moyen-Orient. C'est pourtant à cette entreprise que l'impérialisme belge participe en allant bombarder la population en Irak et en Syrie.

Tous les jours, les médias ne parlent que de menaces terroristes… cachant bien la menace qui pèse sur notre classe : les lois qui passent les unes après les autres pour nous faire payer la crise économique au prix fort.

La plus emblématique est la loi Peeters qui va étendre les journées et la semaine de travail. Appeler « modernisation du marché du travail », un recul social de plus d'un siècle, c'est prendre les travailleurs pour des imbéciles. C'est l'agenda des patrons : baisser les conditions de travail pour maintenir le bénéfice en temps de crise économique.

Mais la crise est là, et malgré les effets d'annonce de quelque demi-pourcent de croissance, c'est bien l'économie mondiale qui est en panne, montrant par là que ce système capitaliste ne produit rien d'autre que des crises à répétition. Leurs plans d'austérité, qui nous appauvrissent et détruisent nos acquis, leur servent à décharger la crise sur le dos de notre classe.

Après l'annonce de l'intention de fermer l'usine Caterpillar, nos dirigeants se sont indignés du comportement « scandaleux » de ces patrons « voyous » qui n'ont aucune compassion pour des travailleurs qui les ont servis durant tant d'années.

Mais à quoi s'attendaient-ils ? Ces patrons font tout simplement leur boulot : préserver et si possible augmenter les bénéfices. Et donc prendre les mesures nécessaires pour y parvenir : fermer un site, en installer un ailleurs où ça rapporte plus, licencier ceux qui coûtent trop cher... **C'est tout simplement la logique du système capitaliste.**

Mais ce n'est pas notre logique ! La production de richesse est trop importante pour la laisser en main des capitalistes. **C'est pourquoi il faut nationaliser Caterpillar**.

La réaction de notre classe : la mobilisation

La mobilisation en France contre la loi Travail est impressionnante, des manifestations gigantesques ont inondé les rues de centaines de villes, des blocages de raffineries ont eu lieu, ainsi que des grèves dans de nombreux secteurs. Les travailleurs de France résistent. Chez nous, ce sont les cheminots, les postiers et les gardiens de prison qui ont été à l'avant-garde de la lutte. Malheureusement, au lieu d'organiser la poursuite et le durcissement des luttes dans la durée, au lieu d'organiser la solidarité intersectorielle, la bureaucratie a lancé des préavis de grève illimitée dans certains secteurs. Faut-il quand même saluer cette « attitude combative » ? Nous pensons que non. Bien au contraire, car la bureaucratie n'a fait que responsabiliser individuellement les travailleurs, qui devrait impulser localement la lutte, pour mieux cacher son refus de mettre en mouvements l'énorme force de nos organisations syndicales.

Alors, comment continuer la lutte maintenant ? Comment faire plier le gouvernement ?

En-tout-cas, pas avec la logique mise en œuvre par nos directions syndicales, pas avec la logique de la concertation. Systématiquement, ils vont négocier et mettent un terme à la grève sans d'abord organiser un rapport de force suffisant. La grève des cheminots est pour cela emblématique, où le négociateur de la CGSP flamande était contre la grève et la cassait ouvertement. La grève dans les prisons à également montré qu'au lieu d'organiser la lutte au niveau national, ils ont laissé le conflit s'enliser sans étendre la lutte aux autres prisons au nord du pays.

Il faut rompre avec cette logique de chercher un compromis acceptable sur base des propositions inacceptables du gouvernement. Comme le disais un calicot en France : « On ne négocie pas un recul social, on le combat ! » (photo) Pourtant, c'est ce qu'ont fait nos dirigeants syndicaux.

Sans **dénoncer** cette politique de concertation des bureaucraties syndicales au sein de nos organisations **et y mettre un terme**, nous ne parviendrons pas à nous donner les moyens de lutter pour faire reculer le gouvernement. Car celui-ci est plus fort que jamais, il est loin de tomber. Le nouveau secrétaire général de la FGTB, Tamelini, à raison quand il nous dit que le programme du gouvernement est écrit par les patrons, mais il va négocier la mise en place de la Loi Peeter au Groupe des Dix avec les patrons, et en même temps il nous appelle à manifester contre cette loi ce 29 septembre. Encore une fois, on nous prend pour des imbéciles…

Nous devons **exiger** de nos directions la convocation d'assemblées générales interprofessionnelles ouvertes à la base pour décider des plans de lutte conséquents avec des objectifs clairs, et non des journées d'action, des manifs et des grèves sans lendemain. Nos organisations doivent donner une formation militante et sur les intérêts historiques de notre classe aux nouveaux délégués fraîchement élus, et non former des techniciens, des délégués « machine à café » comme le dit le délégué interviewé dans cette édition.

La société ne fonctionne que grâce aux travailleurs qui se lèvent tous les matins. Si nous arrêtons tout, plus rien ne fonctionne. La force, c'est nous. Nous sommes capables de faire fonctionner et de diriger cette société. C'est cette force-là que nous devons mettre en marche, pour arrêter ce bain de sang social. Pour cela, nous devons convaincre nos camarades, au travail, dans nos quartiers, de se mettre en lutte et de n'avoir confiance qu'en nos propres forces. Et ne laissons plus les médias, au service du patronat et du gouvernement, nous diviser ; allons plutôt sur le terrain rencontrer nos camarades sur leurs piquets de grève, dans leurs assemblées pour discuter de nos conditions de travail et des attaques du gouvernement.

Ensemble, déclenchons des luttes, comme l'on fait héroïquement les gardiens de prison et les ouvriers des ateliers de la SNCB. Ne laissons pas les bureaucrates professionnels, éloignés du monde du travail, décider à notre place de l'issue de la lutte.

Tous ensemble, utilisons leur plan d'action d'automne pour déclencher une offensive plus large contre ce gouvernement, pour le faire reculer, et avancer vers une perspective de rupture de ce système capitaliste, vers un gouvernement des travailleurs. ■

SCANDALEUX !

En regardant le tract en front commun pour la manif du 29, on constate que, encore une fois, les syndicats ne mobilisent pas avec des mots d'ordre précis, mais avec un catalogue « d'alternatives ». Dans ces conditions, comment savoir au lendemain de la manif si nous avons gagné quelque chose ? D'autant que sous le titre « Plus de travailleurs avec un emploi faisable plutôt que des cadeaux aux employeurs » ils demandent que les réductions de cotisation patronale soient *très ciblées*. Avec une position pareille en faveur des cadeaux aux patrons, on comprend pourquoi ils sont reçus à la table des négociations...

Deux ans de gouvernement, deux ans d'attaques

En deux ans de gestion, ce gouvernement a déjà lancé une série d'attaques envers les travailleurs et les secteurs populaires, non seulement au niveau économique, mais aussi dans le domaine de nos droits démocratiques.

Nous avons déjà eu le gel des salaires, le saut d'index, l'âge de la retraite rallongé, les attaques à la SNCB, des sanctions aux demandeurs d'emploi et l'exclusion de l'assurance chômage, les suppressions de budget pour le social et la culture, la criminalisation des demandeurs d'asile, l'armée dans la rue (avec les coûts que cela représente), et des mesures sécuritaires au nom de lutte contre le terrorisme...

On pourrait ainsi citer une longue liste de ce que ce gouvernement a imposé dans le pays. Cependant, il ne s'arrête pas là.

Pour cette « rentrée », le gouvernement prépare de nouvelles réformes et il veut en approfondir d'autres. Parmi elles :

- La réforme de l'impôt des sociétés : le ramener de 33,99 % à 20 % en 2019. On se demande comment on va compenser cette rentrée pour l'Etat, et aux frais de qui. Les « ménages » (entendez les travailleurs) devront certainement mettre la main au portefeuille.
- Le budget : trouver 2,4 milliards. Oui, l'Etat n'a pas d'argent, mais une des principales raisons tient dans les recettes fiscales moins importantes que prévu et des politiques conscientes menées en faveur du patronat.
- Avancer dans les politiques sécuritaires. La N-VA propose un « Patriot Act » belge.
- Continuer avec la privatisation de la SNCB, et pour cela, trouver un nouveau patron.
- Et le gros de cette rentrée : la flexibilité du temps du travail, la « Loi Peeters », qui propose de faire travailler jusqu'à 45 heures par semaine si l'entreprise en a besoin pour répondre a son carnet de commandes.

Bien que la solidarité avec les travailleurs de Caterpillar et les sous-traitants soit fondamentale en ce moment, nous ne devons pas oublier toutes les attaques que nous subissons au quotidien par ce gouvernement. Nous devons lutter sur plusieurs fronts.

LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

« Dans le programme gouvernemental, il n'y a rien à négocier. »

Voici un entretien avec un délégué syndical de la FGTB, réalisé le 19 août 2016

Que penses-tu de la réaction syndicale face aux attaques du gouvernement ?

Depuis le début de l'instauration de la suédoise, elle a toujours été timide. Au vu des résultats des actions menées, pour moi il n'y a rien eu. Il y eu une forte mobilisation, la base est partie, mais on s'est heurté à cette logique de concertation prônée par les dirigeants syndicaux. Du coté de la FGTB ou de la CSC, les dirigeants syndicaux se sont entêtés à concerter, alors que l'on sait qu'il n'y a rien à concerter ! Dans le programme gouvernemental, il n'y a rien à négocier, tout doit être rejeté. Et la réaction, je la qualifierai de timide dans le meilleur des cas et de nulle dans d'autres cas.

Comment la mobilisation s'est-elle passée dans ton entreprise ?

La mobilisation a été de 100 % et c'est aussi le cas d'autres entreprises. La mobilisation était forte. C'est plutôt la réaction de la bureaucratie syndicale qui a en quelque sorte cadenassé la mobilisation.

Quel était la réaction des travailleurs par rapport au plan syndical ?

Sincèrement, je vais te dire que, bon, les gens nous connaissent, connaissent nos valeurs... Mais à l'heure actuelle, après l'atterrissage de l'appareil syndical, personnellement, pour moi et la délégation, on n'ose même plus faire d'assemblées générales. Parce que les gens sont dégoutés, se sentent trahis par les syndicats et, en l'occurrence, par nous, car c'est nous qui représentons les organisations syndicales au sein de nos entreprises. La réaction est hyper-négative. Certains se demandent à quoi bon rester encore syndiqué. C'est l'incompréhension générale...

Selon toi, que faudrait-il pour organiser la lutte de manière sérieuse et pour arriver à engranger des victoires contre le gouvernement ?

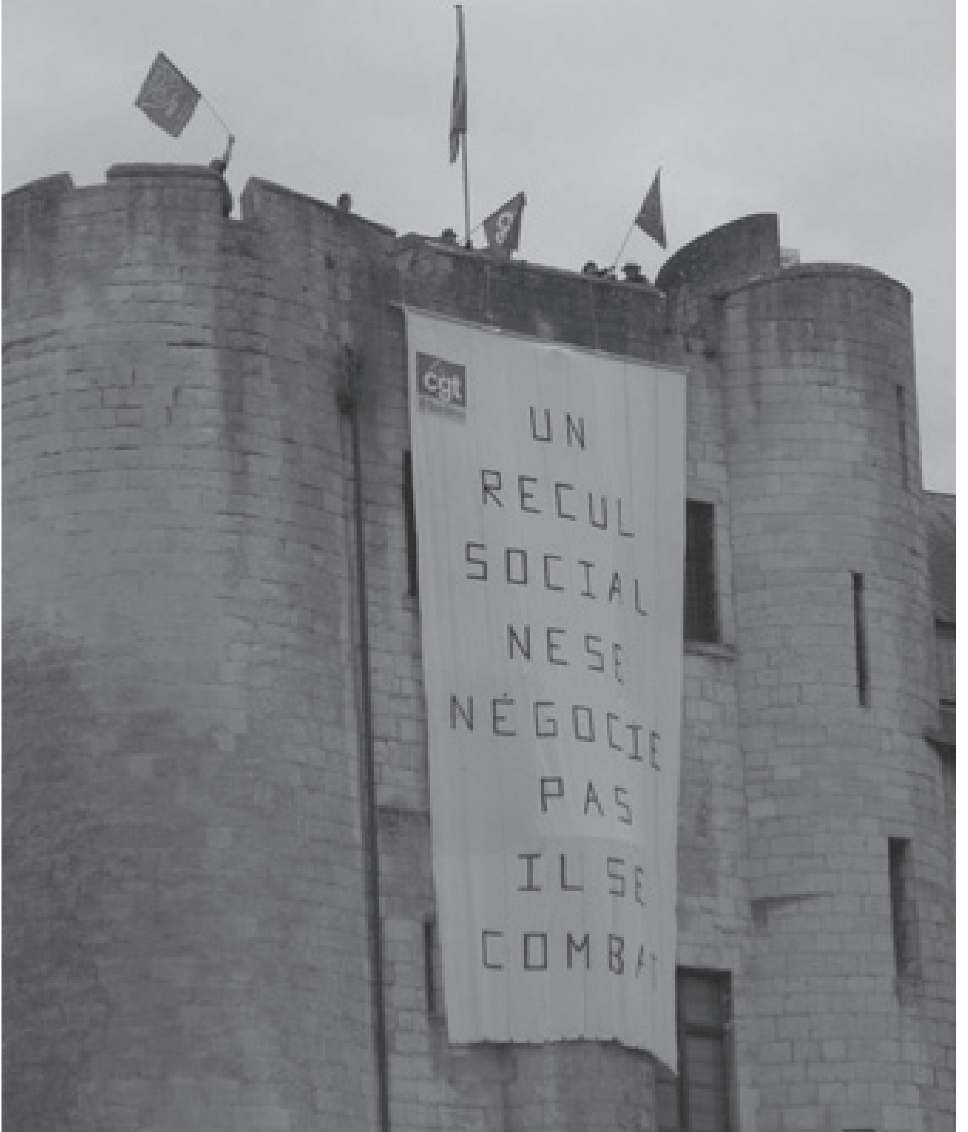
La première chose, c'est de continuer à y croire. Ce serait néfaste pour le monde du travail, pour les travailleurs avec ou sans emploi, de ne plus croire en la lutte. Ce serait une erreur et un cadeau pour nos adversaires et nos ennemis, à savoir le capitalisme et ses soldats. Deuxièmement, il faut se donner les moyens de la lutte. Et quand on parle de moyens, on ne parle pas forcément de moyens financiers, mais aussi de moyens humains. Et ensuite, il faut s'organiser. Pour moi, franchement, malgré que je sois délégué et que je croie encore aux organisation syndicales, je pense qu'il faut sortir du rôle d'affilié ou de simple délégué et aller vers un rôle de militant actif au sein des organisations afin de peser sur l'appareil syndical et de l'obliger à se mobiliser. Il faut en finir avec ce rapport paternaliste que les bureaucrates syndicaux ont su instaurer. Ils ont été malins, ils ont instauré ce rapport : « j'ai un problème, donc je téléphone au permanent. C'est la règle. » Il faut sortir de cette logique et passer à un rôle de militant, c'est ce qui nous manque actuellement. Il ne faut pas attendre que l'appareil syndical vous invite à faire grève pour se mettre en grève. Il faut commencer à se projeter dans un mode différent de celui-là, à savoir de s'organiser en comité, comme cela a été le cas lorsque cela a été nécessaire. Les organisations syndicales n'ont fait que récupérer les luttes dans le passé, et pire encore : les cadenasser. C'est pour cela que j'invite les gens à demander des comptes à l'organisation syndicale, à participer aux assemblées générales, à donner leurs opinions, à s'imposer au sein des organisations syndicales et non pas simplement attendre les ordres de Goblet ou de Ska pour dire : on bouge, on rentre, et suivre le circuit qui est bien tracé. Non, on est tellement attaqués qu'on n'a plus le choix.

Qu'est ce que les militants syndicaux combatifs au sein des syndicats devraient faire pour opposer une résistance à cette bureaucratie ?

C'est vrai que fort heureusement il y a encore des militants, mais pas autant qu'on le souhaiterait. Parce qu'il ne faut pas perdre de vue que pendant les élections, c'est la porte ouverte à tout. Les organisations syndicales sont à la chasse aux mandats, peu importe la personne. Et est-ce que les bureaucraties des organisations syndicales sont encore intéressées à avoir de vrais militants ? Ça, je n'en suis pas sûr. Quand je vois le sort qui est réservé à certains des militants qui ont été trainés dans la boue, devant la justice, qui ont été tout simplement exclus par l'appareil syndical car ils estiment qu'ils sont trop combatifs à son goût... Ou alors, ils sont à la recherche de militants et de délégués « machine à café » comme je les appelle. C'est aberrant de faire ce constat mais c'est la réalité, il faut le savoir. Mais je n'en veux pas non plus à tous les délégués, en l'occurence aux nouveaux. Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir une formation politique ou idéologique. Et c'est le rôle des organisations syndicales de les former comme il faut. La formation au sein des organisations syndicales n'est plus idéologique. C'est une volonté, qu'on ne vienne pas me faire croire autre chose. On apprend à un délégué comment faire ci, comment faire ça. Bref, la gestion quotidienne des problèmes qui surviennent sur le lieu de travail. Pas plus. Donc, là aussi il y a une défaillance, et j'invite tous les militants à s'intéresser d'eux-mêmes et à ne pas attendre que l'organisation syndicale leur donne telle ou telle formation. La curiosité doit être de mise dans ce domaine. Cela ne les intéresse pas de former des militants. Et ceux qui sont super-actifs sont victimes de pressions au sein de leurs organisations. Certains sont éjectés. On a vu derrière eux des licenciements en accord avec le patron. Donc, être un vrai militant convaincu, aujourd'hui, c'est carrément suicidaire. Mais bon, on ne change pas ! Etre militant, c'est dans les gènes. Mais ce n'est pas facile tous les jours pour eux dans les organisations.

Que penses-tu de l'idée d'un réseau de syndicalistes combatifs qui puisse avoir une vision minimum commune pour pouvoir faire une sorte d'opposition dans les syndicats ?

La tentative a déjà eu lieu. Il y a eu une occupation le 11 janvier 2015 de la CGSP à Bruxelles et on a réussi à mettre un petit réseau en place pour rassembler tous les militants actifs et qui se réfèrent à une déclaration. Cela a été la catastrophe totale. Dans le sens où la bureaucratie à su cadenasser le machin en menaçant certains, en mettant des bâtons dans les roues à d'autres, en en excluant encore d'autres... Donc, cela a été le fiasco total. Pour ma part, honnêtement, cela m'a renforcé dans l'idée de combattre la bureaucratie syndicale. Mais, malheureusement, pour une partie des gens, cela a eu l'effet inverse : Cela les a dégoutés du syndicalisme et les a éloignés encore plus du militantisme car ils n'y croient plus. Car on a vu que la résistance venait réellement de l'intérieur et pas de l'extérieur. Et ça, c'est malheureux et déplorable. Mais l'idée de faire un réseau, il faut l'exploiter. C'est une bonne idée mais ce n'est pas facile. Déjà, de par la nature de la structure qui est hyper-complexe, qui est divisée entre centrales, entre couleurs,... Donc, ils ont bien cadenassé la chose mais il n'empêche qu'il va falloir, à un certain moment, s'assoir autour d'une table et étudier la question, et l'étudier intelligemment car il ne faut pas perdre de vue qu'en face, on a une machine de guerre qui est prête à tout pour garder ses privilèges et sa classe.



Merci beaucoup, est-ce que tu as quelque chose à rajouter ?

Oui. Je voudrais profiter de cet entretien pour dire aux vrais militants que la CSC et la FGTB n'appartiennent pas à Ska ou à Goblet et que vous ne devez pas vous laissez intimider par des exclusions ou par le sacrifice de certains camarades. Au contraire, on doit les soutenir, soutenir ceux qui ont été sacrifiés et je fais allusion à des camarades, notamment de la région du centre, qui ont été exclus sous prétexte qu'ils sont trop combatifs et « nuisibles à l'organisation ». Je tiens à rendre hommage à ces gens-là et qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls. J'invite les autres camarades à les soutenir, à se regrouper et à commencer à construire une résistance au sein de nos organisations respectives, toutes couleurs confondues. Ne nous divisons pas, soyons unis, opposons-nous à ces bureaucraties syndicales qui, rappelons-le, sont des mandataires. Ne perdez pas de vue que, peu importe qui il est, il a un mandat et il faut essayer de construire. Et pas comme certains délégués le font en ayant plus de carnets d'affiliation, mais surtout remplir son carnet d'adresse de militants, pas d'affiliés.

Essayer de travailler sur les assemblées générales, chose qui s'est perdue dans des tas d'entreprises où on ne se connait même plus. Il faut faire passer des messages et résister, et à l'intérieur des organisations et face à ce gouvernement de fascistes et de banquiers.

Leçons d'une grève historique

Le 25 mai dernier, des cheminots sont partis en grève spontanée pour défendre leurs conditions de travail. Le motif qui a déclenché l'arrêt de travail fut la publication d'un nouveau règlement, la veille, qui représentait de fait une perte de minimum deux jours de récupération d'heures supplémentaires par an, à comprendre dans un contexte plus général de privatisation du service public... Pendant 10 jours, ils se sont organisés autour des piquets de grève. Ils n'ont pas obtenu le retrait du règlement, mais cela n'empêche que ce fut une expérience sans précédent depuis les grandes grèves des services publics au début des années '80. Les représentants syndicaux ont tout de suite essayé de prendre en main la direction de la grève et de marginaliser les travailleurs réunis aux piquets. Nous revenons sur ce combat historique pour essayer d'en tirer des conclusions, afin de mieux organiser nos luttes à venir et nous donner plus de chance de victoire.

Petit rappel des faits

Il y a une vingtaine d'années, les syndicats et la SNCB avaient conclu un accord de diminution du temps de travail, pour tous les agents, de 38 heures à 36 heures par semaine, avec diminution du salaire. C'était afin d'engager plus de personnel, disaient-ils. Mais « pour des raisons pratiques d'organisation du travail », 38 heures devaient toujours être prestées. Et en échange, au début de chaque année, 13 jours de repos supplémentaires étaient automatiquement octroyés, appelés des « Jours de Crédit ».

Le mardi 24 mai 2016, l'employeur des cheminots (HR-Rail) publie une circulaire par laquelle ces 13 jours ne sont plus octroyés automatiquement, mais liés au nombre de jours de présence sur le lieu de travail. Un travailleur se voit retirer un jour de ces 13 jours de crédit par 18 jours d'absence cumulés, quel que soit le motif : maladie, congé, récupération d'heures supplémentaires, etc. Cette circulaire est de fait une remise en cause de cette « diminution du temps de travail », mais avec maintien de la diminution de salaire, et tout cela dans un contexte de manque de personnel généralisé !

Cette circulaire n'est toutefois que la goutte qui a fait déborder le vase. La SNCB est en profonde mutation vers la privatisation et le démantèlement des conditions de travail. Avec le plan ferroviaire de l'ex-ministre Galant, le gouvernement vise entre autres à réduire la dotation pour le rail de 20 % et notamment à supprimer 20 % du personnel sur le temps de la législature. Les cheminots s'étaient déjà battus en octobre 2015 contre ce « plan Galant ». Il faut se souvenir aussi de la grève de 48 h les 6 et 7 janvier 2016, contre le protocole d'accord social qui n'avait d'autre but que de faire avaliser par les syndicats une hausse de la productivité sans augmentation de salaire. Le protocole a ensuite été négocié en coulisse, et approuvé le 20 avril avec le vote favorable de la CSC. La CGSP avait gardé patte blanche en votant contre, mais elle n'a proposé aucune nouvelle action après la grève de janvier. La réduction des jours de crédit était déjà envisagée en décembre et devait se trouver sur la table de négociation en début d'année, mais sans résultat...

C'est donc dans ce contexte d'attaques importantes des Directions, de reculs concrets et quotidiens des conditions de travail et de destruction du service public, ainsi que d'une inefficacité des syndicats dans leur stratégie de concertation, que des cheminots ont décidé, courageusement et de manière exemplaire, de passer à l'action pour le retrait de cette circulaire.

A la fin de la grève, le calcul pour la suppression des jours de crédit a été revu : il ne concerne plus que les absences pour maladie à partir de 2017, et ce n'est qu'un jour par 28 jours d'absence cumulés. Mais d'autre part, un jour férié est supprimé dès 2016, et un deuxième le serait en 2017. Et si la modération dans la perte des jours de crédit ne concernait que les agents statutaires, la perte de jours fériés concerne tout le personnel, en particulier la nouvelle génération avec plus de contractuels. Finalement, même parmi les grévistes eux-mêmes, on retrouve beaucoup de déçus, à cause du résultat, mais aussi à cause de la manière dont le mouvement de grève a été mené.



Assemblée du personnel au piquet de l'atelier de Forest.

Un fort mouvement spontané, détourné par les directions syndicales

Les cheminots des ateliers ont été les premiers à partir spontanément en grève. Ils ont improvisé des piquets sur les lieux jugés les plus stratégiques : les ateliers, les dépôts, les cabines de signalisation, les gares. Et ils ont commencé à s'organiser dans un groupe facebook. Puis le mouvement s'est étendu à travers le pays, au Sud et au Nord. Outre les travailleurs des ateliers, où les conditions de travail à pose sont très pénibles, les accompagnateurs de train, fortement visés également par le plan Galant, ont été particulièrement impliqués. Mais nous retrouvions finalement des grévistes dans tous les métiers. De 30 à 70 % de grévistes dans les ateliers néerlandophones, jusqu'à 100 % dans des ateliers francophones. Les trains complètement à l'arrêt en Wallonie, et partiellement en Flandre.

Les directions syndicales ne s'y attendaient pas. Mais elles n'ont pas tardé à « reconnaître » la grève et à s'en occuper. C'était leur devoir, mais reste à voir de quelle façon elles l'ont fait. Il était de leur responsabilité de déposer et de défendre un préavis de grève à long terme pour éviter toute sanction aux grévistes, d'organiser des relais aux piquets pour tenir sur la durée, de prévoir des tracts destinés aux non-grévistes et aux voyageurs, d'expliquer clairement dans la presse les raisons de la grève et le processus de privatisation, de lancer un appel de solidarité aux autres secteurs, etc. Et surtout, elles auraient dû renforcer le travail des assemblées sur les piquets et y soutenir l'organisation de cette masse combative de travailleurs, qui exprimait un ras-le-bol depuis trop longtemps contenu.

L'organisation d'assemblées du personnel sur les piquets fut une très bonne initiative, et sans précédent. Elles avaient pour but d'analyser les premières propositions d'accord issues des négociations, et de décider de la suite à donner au mouvement. C'était aux assemblées de décider, démocratiquement, avec tous les travailleurs, affiliés à tel ou tel syndicat ou tout simplement non-affilié, et de faire exécuter ce qui était voté par majorité. Mais il s'est avéré que les « instances syndicales » se sont réservé l'exclusivité des décisions, prises en huis clos, et dont les travailleurs étaient « informés » par la suite, souvent via presse interposée.

Le groupe facebook était une bonne initiative pour mettre en marche le mouvement et échanger des informations sur l'évolution des piquets et de la grève. Mais nous pensons qu'il manquait une organisation plus poussée, la constitution d'un vrai Comité de grève, autonome, qui convoque des assemblées dans lesquelles les travailleurs décident démocratiquement le chemin à suivre et font par la suite respecter les décisions prises. Et nous savons que, pour cela, nous ne pouvons malheureusement pas compter sur nos directions syndicales, trop soucieuses d'être eux les porte-paroles d'une grève qui leur passait sous le nez.

Le comble est que le secrétaire général néerlandophone de la CGSP, Ludo Sempels, faisait partie des négociateurs, alors qu'il avait condamné publiquement la grève ! Comment pouvait-il représenter sérieusement les grévistes dans cette situation ? Et l'aile francophone de la CGSP, plutôt que de désavouer Sempels, a préféré éviter toute critique à son égard au nom de l'« unité du secteur ». Mais « l'unité » pour faire quoi ? S'unir pour défendre une grève et organiser la lutte, ou pour collaborer avec le patron ? Dans une grève on se positionne d'un côté ou de l'autre de la tranchée.

Pourquoi des grévistes des ateliers, par exemple, n'auraient-ils pas pu aller négocier ? Nous pensons que le résultat de la grève aurait été tout autre et bien meilleur si les grévistes avaient élu leurs négociateurs dans les assemblées aux piquets.

Dans une lutte, la victoire n'est jamais garantie d'avance. Mais ce n'est pas la combativité des cheminots qui manquait. **Nous sommes convaincus que la constitution d'un Comité de grève autonome, élu par les grévistes sur les piquets, aurait pu diriger et organiser le mouvement dans une voie plus en accord avec cette combativité, et obtenir de meilleurs résultats.** Beaucoup se sont rendu compte des limites de leur organisation syndicale pour mener la lutte vers la victoire. C'est une très bonne chose. Mais le danger est que cela mène à la résignation, voire à l'abandon du combat. Dans cette grande grève, la spontanéité et les assemblées aux piquets ont été une avancée très importante dans l'expérience des cheminots. Reste à en tirer les conséquences. L'avalanche des mesures d'austérité imposées par le gouvernement et les patrons continue. A nous de mieux nous organiser pour y faire face. Le combat contre l'austérité du rail est loin d'être fini. Vive la combativité des cheminots pour un vrai service public !

Une victoire pour Jordan !

Les juges du tribunal de première instance de Bruxelles ont reconnu qu'il y avait un vice de forme sur la manière dont l'huissier a tenté de remettre l'astreinte au délégué CGSP-Cheminots Jordan Crœisaerdt lors de la grève du 6 janvier. Bien que l'on puisse encore s'attendre, malheureusement, à voir des huissiers sur les piquets de grève, l'amende prévue de 1700 euros a été annulée ! Une victoire partielle, que l'on doit certainement mettre sur le compte de tous ceux qui sont mobilisés en son soutien.

On ne peut pas avancer dans la lutte si on ne défend pas ses combattants. Et le camarade est encore menacé de sanctions par la Direction de HR-Rail. Continuons à nous mobiliser en son soutien et organisons-nous pour que son syndicat le soutienne et le défende pleinement pour lui permettre de continuer son combat. Pas touche à nos camarades de lutte !

Construire une réponse révolutionnaire à la crise dans l'Union européenne

Voici une Résolution politique du 12e Congrès de la LIT-QI (24 juin – 3 juillet 2016) concernant l'Europe. Le texte est légèrement abrégé. On le retrouve en entier sur notre site, en bas de la colonne de droite.



La crise économique : de nouveaux orages à l'horizon

Les mécanismes qui ont permis de surmonter temporairement la crise économique dans les principaux pays de l'UE – en évitant la faillite des grandes banques et l'éclatement de l'euro, permettant le retour aux bénéfices des grands groupes capitalistes – sont épuisés. Voici les mécanismes qui ont été mis en œuvre :

a) les ajustements et le pillage dans la périphérie, en imposant un nouveau modèle d'exploitation, et en changeant même le statut national de pays tels que la Grèce, réduite à la condition de semi-colonie ;

b) le flux d'exportations, vers les Etats-Unis, et surtout vers la Chine ;

c) la chute des prix des matières premières, ce qui a gonflé la bulle spéculative dans lequel les banques européennes se sont embarquées.

Les remèdes de Mario Draghi (BCE), d'acheter la dette aux grandes entreprises et aux Etats et de donner carte blanche aux banques, offrant des taux d'intérêt zéro ou négatif, commencent à ne plus fonctionner : la stagnation continue et l'investissement ne revient pas. Par contre, la surproduction s'aggrave, le taux de profit diminue et la dette publique a augmenté. Qui plus est, les ressources monétaires et fiscales qui ont permis d'éviter la dépression ne sont plus disponibles ; la politique monétaire ne fonctionne plus et le volume atteint par les dettes publiques rend impraticable tout nouvel endettement massif des Etats pour sauver les capitaux privés. Voilà pourquoi *The Economist,* un hebdomadaire porte-parole du capital financier international, dit que nous sommes entrés en « terrain inconnu ».

La situation décrite ouvre une nouvelle période en Europe, où la crise – et l'offensive du capital contre les conquêtes et les droits de la classe ouvrière qui a suivi – passe de la périphérie au centre de l'impérialisme européen, sans pour autant abandonner cette périphérie. Telle est la signification profonde de l'obstination d'imposer la réforme du Code du travail en France, la fin du « modèle social belge », l'offensive capitaliste en Grande-Bretagne ou une lourde attaque contre le droit de grève en Italie.

La classe ouvrière française est à l'avant-garde

Le conflit en France est le plus important depuis le référendum grec contre le Mémorandum de la Troïka. Ce qui est en jeu avec la loi El Khomri est, ni plus ni moins, la tentative d'imposer un nouveau modèle d'exploitation à la classe

Tanguy Fourez, victime de la répression

Le 24 mai dernier, lors de la manifestation syndicale contre la loi Peeters, des manifestants se retrouvent face aux policiers. Au cours de l'altercation, Tanguy Fourez, délégué FGTB, un syndicaliste connu et apprécié de ses collègues de travail, voit un camarade attaqué au spray de poivre. Il le défend en donnant un coup de poing au flic, qui s'avère être le commissaire Vandersmissen.

La police veut alors un châtiment exemplaire en justice, et la FGTB se met du côté du commissaire et expulse le camarade du syndicat. (Communiqué du 26.05.2016.) Par contre, des centaines de syndicalistes et d'universitaires lancent un appel à son acquittement, jugeant qu'à travers lui, c'est tout le mouvement social qui est visé. N'empêche, Tanguy est condamné à deux ans de prison avec sursis, alors que « *les méfaits répressifs et violents du chef de la police se répètent et restent impunis* », comme disent les signataires de l'appel. Vous pouvez manifester votre soutien en versant une contribution sur le compte *Soutien à Tanguy Fourez*, n° BE83 1261 0871 2115.



Pour avancer dans la lutte, il est indispensable de défendre tous les camarades qui s'y engagent ! Nous egigeons :

Réintégration de Tanguy, avec tous ses droits, dans la FGTB !

ouvrière française. La contre-réforme du travail disloque l'actuel système de relations industrielles en attaquant le cœur de la négociation collective et le rôle même des syndicats, quitte à liquider finalement la semaine de 35 heures, à faciliter le licenciement, à imposer la flexibilisation ou à réduire les allocations de chômage.

On tente d'imposer la contre-réforme du travail française contre la volonté de 70 % de la population en tirant profit des mécanismes de l'état d'urgence, qui a été renouvelé depuis l'attaque jihadiste du 13 novembre dernier, avec un degré de répression sans précédent contre la mobilisation ouvrière.

La mobilisation actuelle est la plus importante depuis 2010, quand le gouvernement Sarkozy imposa sa loi sur la réforme des retraites. Il y a déjà quatre mois de mobilisation, sans que la bureaucratie syndicale, en particulier la CGT, soit parvenue à démoraliser le mouvement. La classe ouvrière s'est placée au centre, avec les travailleurs des raffineries, les dockers, les cheminots, les éboueurs à l'avant-garde.

La CGT, qui est toujours le principal syndicat, bloque toute idée de convocation à une grève générale – sans parler d'une grève à durée indéterminée –, et elle refuse, bien sûr, de mobiliser pour renverser le gouvernement Hollande.

Mais la CGT n'est plus ce qu'elle était, en commençant par le nombre d'affiliés, qui est passé de trois millions à 600 000. Le 14 juin, lors de la manifestation la plus importante jusqu'à ce jour, la police a bloqué la marche des nombreux manifestants ; et la tête de la manifestation, constituée par l'appareil de la CGT (et de Force ouvrière), s'est retirée, mais les dockers du Havre, ensemble avec Solidaires, ont forcé la police à rebrousser chemin et sont arrivés au point final prévu, transformant en victoire ce qui aurait pu être un retrait honteux.

Le conflit français a mis en évidence le rôle de l'Union européenne, la grande championne de la réforme, ensemble avec les grands patrons français.Il a également mis en évidence le régime de la démocratie bourgeoise, qui apparaît comme l'instrument d'une minorité qui impose sa volonté de façon antidémocratique, faisant usage avec arrogance de la violence institutionnelle..

La crise interbourgeoise et la xénophobie au service de la division de la classe ouvrière

Le conflit français a lieu dans le cadre de la crise la plus importante de l'UE depuis la création du Marché commun. L'un des éléments les plus importants de cette crise est une conséquence de l'énorme tragédie humaine des réfugiés, comparable seulement avec les déplacements forcés de la Seconde Guerre mondiale : cette crise a opposé certains gouvernements à d'autres et a rompu l'accord de Schengen de la libre circulation des personnes, l'un des fondements de l'UE. Mais pas seulement. Elle met également en évidence la nature criminelle de la réponse de l'impérialisme européen à une tragédie dans laquelle les puissances européennes ont une responsabilité directe. L'UE et ses



gouvernements ont ouvertement violé les traités et les lois internationaux et payent six milliards d'euros au bourreau Erdogan pour empêcher – au besoin en tirant pour tuer – que les réfugiés syriens traversent la frontière turque et accèdent ainsi à l'Europe.

La lutte contre la conduite criminelle de l'UE et de ses gouvernements – expression de la barbarie impérialiste –, en mettant en œuvre la solidarité active avec des millions de réfugiés des guerres au Moyen-Orient et en Afrique, en particulier de la part des organisations de travailleurs, est l'un des grands engagements de la LIT-QI dans chacun de nos pays. C'est une bataille qui marque la ligne de séparation des eaux et qui est associée inséparablement à la dénonciation de l'UE et à la lutte pour le renversement du régime sanguinaire d'Assad en Syrie, maintenu en place par la Russie de Poutine avec l'aide des Etats-Unis et des puissances européennes.

Le Brexit et ses conséquences

La victoire du Brexit lors du référendum est le meilleur reflet de la profonde crise de l'UE, qui est le projet central construit par l'impérialisme européen depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le référendum a eu lieu au milieu d'une profonde crise économique et sociale, avec le chômage de masse dans les villes du Nord, un degré élevé d'insécurité d'emploi et des attaques contre les services publics essentiels, avec une décadence marquée de secteurs importants de la petite bourgeoisie et de couches moyennes de la bourgeoisie britannique qui n'ont pas bénéficié de l'intégration dans l'UE et se sont repliés, face à la crise, sur des positions nationalistes.

Mais le rejet de l'UE n'est pas l'exclusivité de la petite bourgeoisie et des secteurs moyens du capital ; il touche pleinement des secteurs de plus en plus amples de la classe ouvrière, dans les pays périphériques de l'Union européenne et dans les pays plus centraux, comme nous l'avons vu en France. Voilà pourquoi le Brexit nous donne l'occasion de mettre à l'agenda la bataille contre l'UE et de dénoncer le néo-réformisme plus intensément que jamais.

Nous sommes donc obligés d'avoir une politique pour regrouper l'avant-garde ouvrière et des jeunes dans la lutte contre l'UE et l'euro, pour démasquer les réformistes et éviter en même temps que le rejet de l'UE ne soit pris par la droite xénophobe et utilisé en faveur de la division de la classe ouvrière.

Le néo-réformisme et l'exemple de *Syriza*

La profonde crise économique qui frappe le continent est la cause de la rupture des anciens équilibres entre les pays et entre les classes sociales, et est à la base de la polarisation qui prend forme en Europe. Jusqu'à présent, cette polarisation est capitalisée électoralement par des directions petites-bourgeoises ou par des directions carrément bourgeoises, telles que l'ultradroite parlementaire la plus xénophobe et chauvine. Pour les directions bourgeoises, c'est le cas de la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Autriche, plusieurs pays de l'Europe de l'Est ou les pays nordiques. En ce qui concerne les nouvelles directions petites-bourgeoises, nous avons des mouvements comme Grillo en Italie ainsi que, dans une autre catégorie politique, les partis néo-réformistes *Syriza* en Grèce, *Podemos* en Espagne, le *Bloco d'Esquerda* au Portugal ou le PTB en Belgique.

Ce néo-réformisme a comme mission d'institutionnaliser et de neutraliser la mobilisation ouvrière et populaire, en capitalisant les crises de la vieille social-démocratie embourgeoisée et du stalinisme ; et de remplacer, si nécessaire, les partis socialistes dans le cadre de gouvernements de collaboration de classes chargés d'imposer les plans de choc orchestrés par l'UE.

Le cas de *Syriza* est spectaculaire par la vitesse extrême et la virulence du virage opéré après la trahison ouverte au peuple grec quand celui-ci a rejeté le Mémorandum de la Troïka, malgré des pressions et des menaces immenses. En quelques mois, *Syriza*, le grand modèle du néo-réformisme européen, est passé de porte-étendard de l'opposition à la Troïka et ennemi juré des anciens partis, à sbire grec des plans de rapine de la Troïka et exécuteur de la politique criminelle de l'UE contre les réfugiés, qui se fait inviter régulièrement aux réunions de sommet des partis sociaux-démocrates européens et est partenaire et ami d'Israël.

L'exemple de *Syriza* reflète le fait que, contrairement à la vieille social-démocratie après la Seconde Guerre mondiale, le nouveau réformisme ne dispose actuellement d'aucun Etat providence à administrer ; bien au contraire, ne pouvant être que le coresponsable de la politique pour mettre fin à l'ensemble des vieilles conquêtes. *Syriza* a capitalisé le profond mécontentement de la classe ouvrière et du peuple pauvre en Grèce, qui a maintenant déjà mené trois grèves générales contre son gouvernement.

Quant à *Podemos*, au-delà de la façon dont il va évoluer dans le futur, il est intéressant de noter le fiasco électoral qu'il a dû encaisser lors des dernières élections générales espagnoles, avec la perte de plus d'un million de votes, une perte concentrée en particulier dans les cantons et les villes ouvriers. Ce coup, reçu avant même d'assumer des responsabilités dans le gouvernement du pays, est l'apanage d'un parti qui est avant tout un appareil électoral, sans racines organiques dans la classe ouvrière et les secteurs populaires, qui a viré de façon spectaculaire vers la droite en moins de deux ans et qui se présente comme candidat pour assumer le rôle de « nouvelle social-démocratie », dans le cadre du respect sans faille de l'UE.

La réorganisation de la classe ouvrière à la base et notre construction

En ce moment, il est essentiel pour les organisations de la LIT – dont le but est de construire des partis révolutionnaires enracinés dans notre classe – de nous insérer dans le processus de réorganisation qui, en plein changement générationnel, a lieu dans les profondeurs de la classe ouvrière européenne et repose sur le mouvement de résistance à l'offensive du capital et au processus avancé de dégénérescence des vieilles bureaucraties ouvrières, qui s'obstinent dans leur relation étroite avec l'Etat et les patrons.

Il est nécessaire d'intervenir dans les processus de lutte à l'échelle européenne, en nous appuyant sur les points les plus avancés de ce processus de réorganisation du mouvement ouvrier européen et international.

La lutte pour la destruction de l'UE, instrument central de l'impérialisme européen, et pour la construction d'une nouvelle Europe, celle des travailleurs et des peuples, est essentielle pour nos partis. L'UE est au centre de l'offensive contre les travailleurs et les peuples de l'Europe et est le grand bouclier sur lequel s'appuient tous les gouvernements pour leur offensive antiouvrière et antipopulaire. Cette lutte implacable doit tenir compte de la position de chaque pays dans la hiérarchie de l'UE, car ce n'est pas la même chose d'appartenir à une semi-colonie comme la Grèce – où la politique a comme axe la sortie de l'euro et de l'UE – ou de faire partie de l'Allemagne, le pays qui domine l'UE, ou de la Belgique, qui héberge le centre impérialiste européen – où l'axe est de mettre fin aux traités impérialistes sur lesquels l'UE est fondée. Dans un pays impérialiste de troisième rang, comme l'Espagne, la politique de rupture avec l'euro et l'UE est toujours d'actualité.

La LIT et ses partis en Europe doivent avoir un profil clair et différencié : de lutte frontale contre l'UE et pour une Europe des travailleurs et des peuples ; de partis ouvriers impliqués dans le processus de réorganisation de notre classe, qui cherchent à s'identifier avec la jeunesse ouvrière et mettent au premier plan le drapeau de la démocratie ouvrière ; profondément internationaliste en paroles et en actes, en solidarité active avec les luttes des travailleurs et en première ligne dans le combat pour la solidarité avec les réfugiés face à la politique criminelle de l'UE, contre le racisme et la xénophobie qui s'étendent comme un fléau à travers le continent. Comme avant-garde dans la lutte contre les oppressions nationales, de race et de sexe.

12e Congrès de la LIT-QI
le 3 juillet 2016



Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal ***En Lutte*** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de *20 EUR pour 10 numéros.*

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs BE06 9731 2913 4922* avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael- Boitsfort

Suite de la dernière page

Un tour d'horizon, pays par pays

En **Egypte**, d'importantes grèves ont toujours lieu dans les zones les plus industrielles et ouvrières du pays. Ces grèves sont dirigées par des secteurs du syndicalisme progouvernemental ou par les Frères musulmans, ou se produisent sans direction claire, sous la forme de révoltes de la base contre la bureaucratie syndicale de la Centrale progouvernementale liée au nassérisme.

L'accroissement de la répression par le régime militaire est qualitatif, avec l'approbation de lois réactionnaires et la détention de dizaines de milliers de militants. Il y a des membres des Frères musulmans, des cyberactivistes et des grévistes en prison. Beaucoup ont été condamnés à la peine de mort. Les mobilisations ouvrières se produisent en dépit des mesures répressives, mais elles sont apparemment encore ponctuelles et pour des raisons économiques. Le mouvement ouvrier égyptien est l'un des plus puissants dans le monde et les militants qui continuent de résister ont besoin du soutien du syndicalisme combatif à l'échelle internationale.

La situation économique est misérable. Le président Sissi vient de signer un accord avec le FMI, au prix de la mise en œuvre de politiques d'austérité et de privatisation de biens publics. Le manque de produits de première nécessité est le problème le plus ressenti par les travailleurs égyptiens.

En **Palestine**, un mouvement spontané avec des indices de rébellion populaire a commencé l'année dernière et a dû faire face non seulement à l'occupation sioniste, mais aussi à la bourgeoisie palestinienne qui dirige l'ANP. La récente grève des enseignants en Cisjordanie contre le gouvernement de Mahmoud Abbas avait une dimension historique. Le rejet des Palestiniens du régime de l'ANP – qui refuse catégoriquement de tenir des élections et assume des traits de plus en plus dictatoriaux – a atteint des niveaux jamais vus auparavant.

Les forces de défense israéliennes, l'armée d'occupation sioniste, ont dû mettre en œuvre une opération de détentions illégales en masse, à la fois dans les territoires occupés en 1948 et en Cisjordanie et à Gaza. Actuellement, la lutte des prisonniers politiques, dont certains sont en grève de la faim, est le point fort de la résistance palestinienne et doit être activement soutenue par l'ensemble du mouvement international de solidarité.

Le mouvement BDS s'est propagé comme feu de poudre dans le monde entier, poussé dans un premier temps par le boycott universitaire, puis par le boycott économique et culturel. Israël a peur. Les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien atteignent les stades de football (comme dans le cas des fans du club écossais Celtic), les universités, les syndicats ; et elles sont également présentes dans le monde culturel, Roger Waters étant l'exemple le plus important. Le rejet de l'occupation sioniste n'a jamais été aussi fort et massif.

La fausse solution des deux Etats, préconisée par la grande majorité de la gauche mondiale, n'est sérieusement acceptée par pratiquement aucun militant un tant soit peu au courant de ce qui se passe en Palestine. L'Etat sioniste poursuit ses plans expansionnistes et l'expulsion de l'ensemble des Palestiniens de son territoire. Le programme historique de la résistance palestinienne, le combat pour un Etat unique, démocratique et non raciste, gagne en force et peut compter à nouveau avec un grand impact et un soutien international.

En **Syrie**, les masses continuent de lutter contre le régime, et contre les forces ultraconservatrices salafistes (qui se disent islamiques mais ne le sont d'aucune façon), et ce même après l'entrée directe de la Russie dans le conflit moyennant le soutien aérien aux forces terrestres d'Assad. Le soi-disant Etat islamique est parvenu à s'étendre en termes de territoire, de politique et d'économie uniquement avec la connivence de l'impérialisme américain, qui a créé les conditions de sa naissance à partir des interventions en Afghanistan et en Irak, et par celle des puissances régionales comme l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Qatar. Les forces commandées par Abu Bakr Al-Baghdadi vivent un moment d'important recul, avec leur expulsion de Minbej et de Yarablús et avec une possible offensive kurde et des forces d'opposition syriennes sur leur capitale Raqa, dans le nord de la Syrie.

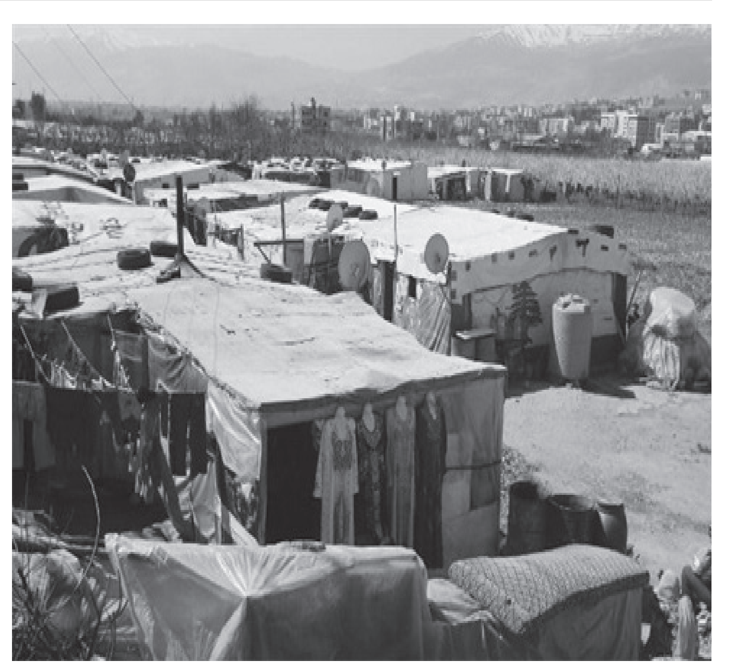
Convoi humanitaire bombardé en Syrie

D'autre part, les salafistes ont eu le « soutien » du régime syrien lui-même, qui a libéré, en 2011, lors du début des manifestations pacifiques, plusieurs prisonniers liés à des groupes qui prêchent ces idéologies réactionnaires . En outre, la croissance de l'Etat islamique n'a été possible que parce qu'il s'est appuyé sur une légion de jeunes musulmans européens et nord-américains, dupés et manipulés par sa puissante propagande sur les réseaux sociaux, qui les incitait à se battre contre les puissances occupantes étrangères et pour le retour de l'hégémonie de l'Islam dans le monde.

L'utilisation de la religion à des fins de domination est une constante de la part des forces contre-révolutionnaires. Les manifestations qui sont revenues après le cessez-le-feu limité du début d'année, où l'on a vu les flamboyants drapeaux verts de la révolution, montrent que la révolution est toujours en vie, malgré son parcours très contradictoire.

La récente victoire des forces de l'opposition à Alep, qui sont parvenues à briser le siège du régime qui maintenait plus de 300.000 personnes sans accès à la nourriture et aux nécessités de base, est la confirmation qu'il sera difficile pour Assad de gagner militairement la guerre et d'imposer un gouvernement centralisé et unique, dirigé par lui, dans tout le pays. La possibilité de la division de la Syrie en plusieurs zones contrôlées ou influencées par un ou plusieurs pays augmente.

Il est impossible de soutenir la révolution syrienne sans avoir une position claire concernant la question kurde. Ce peuple représente une nationalité opprimée dans toute la région, qui a le droit à l'autodétermination, y compris à son propre Etat. Mais cette compréhension ne signifie en aucune façon un soutien inconditionnel aux milices du PYD qui, à notre avis, jouent un rôle très contradictoire, en ayant conclu des accords avec le régime syrien et en maintenant une relation privilégiée avec l'impérialisme nord-américain.



Plus d'un millon de réfugiés syriens au Liban

Tout cela est arrivé au détriment du soutien à la lutte contre le régime de Bachar Al-Assad. Les milices du PYD ont joué à un moment donné un rôle progressiste, quand elles se sont battues contre l'Etat islamique ou contre les forces turques et celles du régime syrien. Mais le projet politique de cette organisation, en particulier de sa direction, est de devenir un partenaire de l'impérialisme dans cette partie du monde et non pas de faire avancer les aspirations de liberté des Syriens, ni de l'ensemble du peuple kurde.

En **Tunisie** a eu lieu un processus de changement de régime après la chute de Ben Ali, ce qui ne signifie toutefois pas du tout un changement qualitatif dans la vie quotidienne du peuple. Il y a une croissance relative des groupes liés à l'extrémisme et une tendance à de nouvelles manifestations populaires contre les conditions de vie qui continuent à se détériorer. La jeunesse reste toujours sans perspective, le tourisme n'a pas repris après les récentes attaques et le gouvernement n'a encouragé aucune réforme économique qui modifie la structure semi-coloniale du pays.

Le régime actuel est une symbiose entre les anciens partis de la dictature et « l'islam modéré » d'Ennahda, qui a récemment annoncé publiquement son désengagement de la Confrérie musulmane d'Egypte. Comme dans d'autres pays, la croissance de l'activité de groupes extrémistes, liés ou non à l'Etat islamique, sert d'excuse idéale pour une répression croissante contre la société civile dans son ensemble, et contre la gauche et l'activisme révolutionnaire en particulier. Il y a un processus similaire en Egypte.

En **Irak** et au **Liban**, nous ne pouvons pas parler non plus de stabilité ; au contraire, ces pays font partie de la situation plus générale des bouleversements par lesquels passe la région dans son ensemble. Les travailleurs irakiens ont organisé des manifestations très importantes contre le gouvernement fantoche des Etats-Unis, maintenant également sous l'influence de l'Iran ; des manifestations qui ont eu lieu suite à l'impuissance de l'exécutif irakien d'empêcher l'avancée de l'Etat islamique, et aussi en raison de la corruption. Bagdad a été l'une des villes où il y a eu le plus grand nombre d'attentats et de morts de civils, en dépit du peu d'attention médiatique de la presse mondiale.

Au Liban, cela n'a pas été différent, avec des manifestations de masse contre la mauvaise gestion du service de collecte des ordures à Beyrouth. Des manifestations de masse telles que celles de l'an dernier sont très importantes dans un pays si particulier, un petit pays situé entre la Syrie et Israël, totalement fragmenté politiquement, où agissent différentes milices, et qui ne manque pas d'être sous la menace constante d'une invasion israélienne.

Caractéristiques générales de la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord :

- La situation objective est toujours polarisée puisque les problèmes économiques et politiques, qui furent la base des révolutions du Printemps arabe, n'ont pas été résolus. Contrairement à l'Amérique latine, qui a connu un cycle de révolutions et d'insurrections dans des pays comme l'Argentine, l'Equateur et la Bolivie, puis une période de gouvernements nationalistes bourgeois qui profitèrent d'une situation économique favorable grâce aux prix des commodities, ce qui généra une certaine « stabilité », les choses sont très différentes au Moyen-Orient. Il n'y a pas une vague de gouvernements nationalistes bourgeois issus d'un processus de réaction démocratique, ni une perspective de (mini) boom économique. Dans l'ensemble de la région, l'impérialisme a opté pour l'écrasement physique des révolutions et pas pour la réaction démocratique.
- La crise économique tend à s'approfondir. La politique de l'impérialisme s'exprime en une combinaison de réaction démocratique très limitée d'une part (Tunis, Maroc), et de l'écrasement physique-militaire de la révolution de l'autre (Syrie, Yémen), ou par une combinaison des deux comme ce fut le cas en Egypte.
- Apparition ou consolidation de partis et de mouvements bourgeois contre-révolutionnaires et pro-impérialistes qui agissent pour écraser le mouvement de masse avec la bénédiction des Etats-Unis, de la Russie, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, etc.
- La crise peut atteindre l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Turquie, trois puissances régionales qui ont un rôle central dans la lutte pour mettre en échec le mouvement de masse. L'Iran et l'Arabie Saoudite soufrent beaucoup avec la baisse du prix du pétrole. La Turquie est soumise à une crise liée à la thématique kurde, l'action de l'Etat islamique dans le pays, la question des réfugiés et une possible récession économique.
- Une crise de direction révolutionnaire profonde et dramatique. Des mouvements indépendants et classistes qui pourraient rassembler les meilleurs activistes des différentes révolutions ne parviennent à se créer dans aucun des pays mentionnés. La Fédération Indépendante des Syndicats de l'Egypte est plus faible ; elle fut cooptée par le régime, après avoir subi une dure attaque par le gouvernement. En Syrie, les groupes indépendants existent toujours, mais ils sont petits à cause de l'absence de soutien et l'isolement auquel ils furent soumis. En Palestine, il y a une Fédération Indépendante qui fut récemment créée et qui a une certaine importance dans l'actuel processus de luttes. L'usure du Fatah et du Hamas saute à l'œil.

De nouvelles convulsions et révolutions à l'avenir

Ce scénario, s'il se confirme, reflète la continuité de l'étape ouverte en 2010 et non pas à sa fin. Beaucoup dépendra de ce qui arrivera en Syrie dans les négociations entre la Russie et les Etats-Unis pour parvenir à un accord de paix, et de la façon dont va évoluer la situation économique.

Les Révolutions arabes sont des révolutions typiques de l'étape de la lutte de classes ouverte dans le monde après la restauration capitaliste en ex-URSS et dans les autres Etats ouvriers. Il s'agit de processus objectifs très profonds qui ne parviennent pas à avancer à cause de l'inexistence préalable de partis politiques révolutionnaires qui arrivent à une influence de masses parmi les secteurs les plus exploités, ceux qui sont en règle générale l'avant-garde de ces processus sociaux.

La révolution syrienne fut une des plus profondes de ces dernières décennies, dans laquelle il y eut la formation d'un double pouvoir, une crise et une division dans les forces armées, des expropriations d'armes et d'usines, une démocratie de conseils populaires à l'état initial mais réel, des mobilisations de masses, des grèves générales et une lutte armée.

Il manquait une direction révolutionnaire qui donne une cohérence et un programme à tout cela. Il manquait une Internationale avec un réel poids dans certains pays pour contrecarrer la campagne néfaste de l'impérialisme, du stalinisme et du castro-chavisme, et qui aurait pu organiser un fort mouvement international de solidarité.

Le cas syrien est la démonstration vivante et tragique du fait que les révolutions « classiques » restent à l'ordre du jour et seront, selon nous, de plus en plus fréquentes dans le monde, contrairement à ce qu'affirme la majorité de la gauche sous l'influence des nouveaux partis réformistes comme Syriza et Podemos.

Le rôle de la classe ouvrière dans les révolutions égyptienne et tunisienne fut très important. En Syrie, il n'y a pas une forte présence de secteurs ouvriers, bien qu'il existe d'importantes usines textiles. Les autres pays avec une forte composition ouvrière au Moyen-Orient sont l'Irak, l'Iran et la Turquie.

Le rôle de la gauche dans le Printemps arabe

Comme dit plus haut, les Révolutions arabes sont l'expression éloquente des caractéristiques de la lutte de classes après les évènements de 1989-92 en URSS et dans l'Est européen : une situation objective de plus en plus « polarisée » et une situation subjective (partis politiques, syndicats, programmes) très contradictoire. Sans tirer les conclusions les plus importantes de ces évènements, il est impossible de comprendre les Révolutions arabes. Malheureusement, la majorité de la gauche mondiale n'a pas compris le Printemps arabe.

Les travailleurs et le peuple pauvre nous montrent dans chaque révolution qu'ils sont beaucoup plus révolutionnaires que leurs «leaders », leurs supposés représentants. Ils se montrent disposés aux sacrifices les plus héroïques, à tout, pour se libérer du joug de l'oppression et de l'exploitation économique. Mais ceux qui se présentent comme leurs représentants ne sont en général pas à la hauteur des défis historiques de ce siècle. Ils font presque toujours marche arrière et jouent le rôle du rétablissement de l'ordre ancien.

Le stalinisme et ses partenaires chavistes et castristes, bien que faibles, ont une fois de plus montré leur vrai visage contre-révolutionnaire et pro-impérialiste. Ils n'ont pas seulement défendu les dictatures sanguinaires, mais ils ont également fermé les yeux sur l'intervention russe en Syrie. Au nom de l'appui au « camp progressiste », ils tournent le dos aux peuples qui luttent contre des gouvernements que, eux, ils considèrent comme alliés, bien qu'il s'agit de génocidaires et de dictateurs comme Kadhafi, Assad, Poutine et les clercs shiites de l'Iran.



Avant la chute du vieil appareil stalinien, il aurait été beaucoup plus difficile pour les révolutions arabes d'avoir lieu. Le vieux nationalisme arabe en décadence, qui comptait avec l'appui de beaucoup de partis communistes sous les ordres directs de Moscou, exerçait en général un contrôle beaucoup plus fort sur les organisations et le mouvement de masses de la région.

En Syrie, le Parti communiste s'est divisé en deux, une partie ayant fait partie du régime de Bashar Al-Assad. Les groupes comme le FPLP, qui étaient vus par une partie de l'activisme comme plus radicaux que les partis traditionnels, succombèrent également et se mirent du côté du régime d'Assad, se faisant complices de véritables massacres. Tel est le rôle, dans le Printemps arabe, du stalinisme dans toutes ses variantes.

Le massacre de Hama en 1982 en Syrie permet de mieux expliquer l'idée. En cette année, il y eut dans cette ville une insurrection très puissante, dirigée par les Frères musulmans. Le président Hafez Al-Assad l'écrasa en quelques semaines, en tuant plus de 20 000 personnes et en utilisant des armes chimiques. Il l'écrasa et parvint pratiquement à bloquer n'importe quelle dénonciation publique de ce que c'était passé.

La complicité de la gauche mondiale dirigée par Moscou, alliée du nationalisme arabe, fut déterminante pour empêcher que cette insurrection ne se transforme en révolution. Avec la décadence du nationalisme arabe, les « partis communistes » prirent une certaine distance d'avec ces régimes, comme ce fut le cas en Egypte, quand le PC s'est distancié de Moubarak. Mais ils ne s'en détachèrent jamais totalement.

En 2011, le régime syrien n'eut pas la force suffisante pour faire la même chose qu'en 1982. La chute de cet appareil stalinien mondial a libéré le mouvement de masses de la camisole de force des vieux partis communistes et du nationalisme arabe, entre autres parce que ce furent eux qui appliquèrent les plans néolibéraux dans la région et attaquèrent une série de conquêtes historiques des travailleurs de différents pays de la région.

Malheureusement, les soi-disant partis anticapitalistes (le néo-réformisme) n'ont pas non plus passé la preuve de l'Histoire. Ces partis, non uniquement leurs figures de proue en Europe (Syriza et Podemos), mais également le NPA français, le Bloc de Gauche portugais et le PSOL brésilien, ont comme stratégie primordiale la participation aux élections et l'obtention de postes parlementaires. Le parlementarisme est le véritable cancer de la gauche au 21e siècle.

Le parti « anticapitaliste » apparu en Tunisie (le Front populaire), pour ne citer qu'un exemple, s'est directement opposé aux dernières manifestations de janvier 2016. Cela s'explique par son caractère éminemment pro-régime. Une partie des militants les plus honnêtes en Tunisie ont eu d'espoir en ce parti anticapitaliste qui, au moment de sa fondation, comptait avec l'appui de plusieurs intellectuels et dirigeants du NPA français.

Il y a des régimes dictatoriaux dans pratiquement tous les pays arabes. Et cela nous oblige à mettre en avant la lutte pour des revendications démocratiques telles que la liberté de réunion et d'organisation, des élections libres, la liberté syndicale, la fin des monarchies. Cependant, la lutte pour ces revendications se combine de plus en plus avec la nécessité de libérer le pays de la domination économique exercée par les pays occidentaux impérialistes, et avec la lutte pour une révolution socio-économique qui exproprie le grand capital et socialise les richesses du pays.

Il est donc absolument nécessaire de construire des organisations révolutionnaires dans ces pays, qui puissent se proposer comme alternatives indépendantes pour les travailleurs et qui se lient aux organismes d'auto-organisation construits de manière spontanée par les masses. Telle est la tâche la plus grandiose que nous avons devant nous.

Gabriel Huland
29 août 2016

Le printemps arabe est-il toujours vivant ?



Les révolutions arabes, qui ont commencé en décembre 2010 en Tunisie et se sont répandues comme une traînée de poudre dans presque tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, passent par une période difficile et contradictoire. Voici une analyse publiée par Corriente Roja, la section espagnole de la LIT-QI. L'article traduit est publié sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Thèmes / Printemps arabe.

D'une part, nous voyons un net renforcement de la contre-révolution en Egypte, au Bahreïn, en Syrie et en Tunisie. D'autre part, les forces nationales bourgeoises, les fondamentalistes islamiques et l'impérialisme, qui agissent pour vaincre ces révolutions et rétablir leur contrôle sur la région, ne sont pas parvenus à écraser complètement les masses. Celles-ci continuent de résister aux bombes de Bachar Al-Assad et de la Russie en Syrie, à la répression de Sissi en Egypte, aux manœuvres des partis du régime en Tunisie et aux attaques de l'Etat sioniste d'Israël contre le peuple palestinien ; tout cela dans un acte de sacrifice et d'héroïsme, uniquement possible dans le contexte de révolutions.

Le but de cet article est d'analyser la situation générale des pays les plus touchés par les conflits sociaux actuels dans la région et de réaffirmer notre soutien et notre solidarité avec la lutte des peuples arabes et du Maghreb pour leur libération des griffes de l'impérialisme et des marionnettes nationales bourgeoises de celui-ci.

Lire la suite sur la page 12